

Le congrès Solidaire de la fin novembre s'annonce comme une endormitoire **On évite l'appui au Front commun et on noie le poisson de la crise climatique**

Se tiennent ces semaines-ci les réunions d'instances de circonscriptions de Québec solidaire en préparation du congrès de la fin novembre. Contrairement à ce qui était d'abord anticipé, le congrès ne se repliera pas en priorité sur la tâche interne d'élaboration de statuts. Toutefois, le pendule Solidaire tend à se balancer dans l'excès contraire soit le vote de grandes orientations vazeuses genre pro-vertu anti-vice dont le temps de discussion sera accaparé par une dizaine de personnes présentatrices. Tout ce temps perdu, plus celui utile mais consacré aux tâches internes de changements urgents aux statuts et de réformes aux finances sans compter celui dévolu aux élections internes des porte-parole, présidence et autres, laissent peu de place aux débats cruciaux proprement d'engagements politiques. D'autant plus qu'aucune des trois candidates au poste de porte-parole femme ne se démarque à gauche bien qu'une le fasse sur l'enjeu de l'indépendance et une autre sur celui des « régions » dont elle est issue.

Le congrès passe au côté du débat crucial de l'heure concernant le Front commun qui se fera à l'aveugle dans les instances locales faute de résolution dans le cahier de propositions rendu public le 4 octobre. Pourtant, les demandes salariales du Front commun sont connues depuis près d'un an et la mise à jour 2023 de l'Institut de recherche et d'information socioéconomiques (IRIS), le think-tank de gauche du Québec, sur le « *revenu viable* » urbain est connu depuis mai de cette année. Ce refus du parti de se compromettre, sauf à la dernière minute sous forme de propositions d'urgence, laisse entendre un ajustement à la baisse en comptant sur l'esprit de compromis des bureaucraties syndicales tant vis-à-vis les négociations collectives du secteur public que pour un consensus sur la hausse du salaire minimum au sein du groupe de travail syndical-populaire sur le sujet. Quant à la crise climatique, on la contourne et on l'ensevelit dans les bons sentiments.

Bloc 1 : Crise du coût de la vie

1. Alimentation scolaire universel — Cette proposition doit être comprise comme le commencement du début de la socialisation des tâches ménagères. C'est donc dire toute son importance non seulement féministe mais aussi annonçant une société écosocialiste surtout si cet approvisionnement se fait en conformité avec les principes de souveraineté alimentaire pour de la nourriture saine non carnée. Pour qu'elle ne soit pas minimaliste, il serait prudent d'ajouter « ...comprenant le déjeuner et le dîner. » Pour des fins de démocratisation et de débureaucratiation des fonctions étatiques, cette proposition devrait être complétée par la proposition de l'établissement des menus et la gestion avec la participation des comités de parents.
2. Plafonner les marges de profit des chaînes d'alimentation — Les marges de profit sont susceptibles de manipulation comptable et leur contrôle ne permet pas de différencier les aliments par catégorie. Comme d'un point de vue nutritionnel et écologique, ce sont les aliments non transformés, en particulier non ultratransformés, ceux frais le cas

échéant et ceux non carnés qui doivent être visés, leurs prix doivent être gelés quitte à être subventionnés par la hausse des prix des aliments néfastes dont la consommation doit être découragée. Par soucis démocratique et antibureaucratique, et pour favoriser l'acceptabilité sociale, la confection de la liste et le contrôle des prix doivent impliquer des groupes consommateurs-experts autogérés et subventionnés par le gouvernement.

3. Détaxer les services de réparation et les produits usagés — Le budget public, déjà en manque, n'a pas à subventionner les déficiences d'obsolescence programmée de la production des entreprises. La généralisation des ateliers de réparation et de vente de produits usagés doit être financée par les entreprises dans le cadre d'une politique de garantis impliquant des groupes consommation-expert indépendants.

- X. Politique salariale anti-inflation — Les revendications salariales du Front commun sont connues depuis longtemps. Elles impliquent un ajustement automatique au coût de la vie et des clauses de rattrapage salariale, tous deux indispensables à la rétention et au recrutement pour en finir avec l'hémorragie vers le privé et la pré-retraite. Un parti de gauche se doit de les reprendre à son compte et aurait dû le faire depuis longtemps. De plus, dans l'esprit d'une société pro-climat de prendre soin (care), le parti se doit de réclamer une hausse substantielle des ratios soignante-patient et enseignante-étudiant et ceux afférents, revendications trop marginalisées par le Front commun ce qui doit être compensé par le parti.

Salaires minimum — L'IRIS établit qu'un « *revenu viable* » en 2023 pour une personne seule de la RMR de Montréal travaillant toute l'année à plein temps 35 heures par semaine nécessite 18\$ l'heure, pour une famille biparentale de deux enfants près de 20\$ l'heure si les deux parents travaillent et un peu plus de 24\$ l'heure pour une famille monoparentale d'un enfant. Comme les mentalités ne sont pas prêtes pour des salaires différenciés selon les besoins et que la norme plein temps à l'année s'étirole avec la généralisation de la précarité, un salaire minimum de 25\$ indexé au coût de la vie s'impose dans un esprit de pauvreté zéro qui ne laisse personne derrière.

Bloc 2 : Modifications aux statuts définissant les réseaux militants

4. Modification des statuts du parti entourant les réseaux militants — En retour d'un encadrement serré par le parti, les réseaux militants n'obtiennent qu'une représentation minimum au congrès et au conseil national. On se demande pourquoi eux et la Commission politique et ses commissions thématiques ne sont pas traités comme les autres instances de base, par exemple les circonscriptions, dont la représentation est fonction de leur nombre de membres et une représentation plancher plus généreuse. La possibilité de vote double, l'habituelle objection formelle, serait une reconnaissance de la militance hors élection nécessaire à un parti de la rue et des urnes qui, comme la tour de Pise, penche démesurément du côté des urnes.

Bloc 3 : Grands défis de l'avenir

Le congrès est invité à voter des principes vertueux et vaporeux sur des thématiques nouvelles dont plusieurs pourraient être appuyées par les partis de droite. Il faudrait plutôt voter pour chacune de ces thématiques des engagements clefs de gauche qui structureraient la future élaboration du programme. On se satisfera d'un examen plus approfondi des deux premières des cinq thématiques, soit celles concernant la crise climatique, priorité des priorités, et de considérations générales pour les trois autres.

5. Adaptation aux changements climatiques — Plus est retardée la lutte conséquente pour réduire les GES de moitié d'ici 2030, tel que stipulé par notre programme (ce qui devrait être des deux tiers selon Réseau climat Canada et soutenu par la FTQ sur la base des principes de responsabilité historique différenciée et de la capacité économique), et des émissions quasi zéro d'ici 2050, plus deviendra ingérable et ruineuse l'adaptation aux catastrophes climatiques et pertes drastiques de la biodiversité. En attendant, les mesures d'adaptation doivent viser la pérennisation :
 - L'adaptation écologique aux inondations suppose l'évacuation des terrains inondables, et non l'endiguement des rives, tout en accordant une compensation plafonnée et une localisation alternative aux ménages concernés.
 - Les chaleurs extrêmes obligent la climatisation des bâtiments (et des véhicules) où vivent et travaillent les gens sur la base de leur rénovation écoénergétique afin de minimiser la dépense énergétique, en commençant par ceux publics. Des règles drastiques doivent s'appliquer pour le travail à l'extérieur.
 - En cas de chute de la production agricole par suite d'inondations et de sécheresse, il faut constituer des stocks de nourriture de base, ce qui serait facilité par l'alimentation non carnée, exercer un contrôle des prix et à la limite imposer le rationnement en particulier des fruits et légumes frais. À terme, s'imposent sans doute des méthodes et des semences plus appropriées et des travaux de drainage et d'irrigation.
 - Appliquer la réforme fiscale des municipalités, trop dépendante de l'impôt foncier, prévue par le programme afin de leur permettre de financer les mesures d'urgence, tel l'aménagement de lieux de refuge, et celles d'atténuation tels la rénovation plus rapide des infrastructures et l'aménagement du mobilier urbain.

6. Avenir énergétique du Québec — La meilleure énergie est celle dont on a pas besoin pour un niveau égal et même supérieur de bien-être d'où la priorité des priorités à accorder à la sobriété et à l'efficacité énergétiques au point où l'actuelle production d'électricité serait suffisante rendant caduque le ruineux Plan vert tout-électrique de la CAQ. Seule cette priorisation permet d'en arriver à respecter le droit à

l'autodétermination des Premières Nations et des Inuits et de minimiser les activités d'exploration et d'exploitation minière. Cette politique exige

- L'interdiction des véhicules privés des ménages d'ici dix ans en faveur d'un système de transport en commun gratuit, fréquent, confortable, électrique et partout jusqu'au moindre village, avec un complément d'autopartage communautaire, ce qui est la clef pour réduire la principale source de GES au Québec.
- L'interdiction immédiate de la construction de maisons unifamiliales et en rangées en faveur de logements collectifs écoénergétiques (consommation d'énergie quasi zéro) dont au moins 50% seraient sociaux (loyer en fonction du revenu du ménage) dans un contexte urbain de services de proximité, d'agriculture urbaine et de parcs nature.
- La disparition des deux mamelles de l'endettement des ménages, logements et véhicules, réduira la consommation de masse ce à quoi s'ajoutera l'obligation d'ateliers de réparations sur la base de garantis déterminées socialement pour mettre fin à l'obsolescence programmée.
- Les GES générés par la production et le transport des marchandises seront encore réduits par les circuits courts de la souveraineté alimentaire facilitée par la réduction de l'alimentation carnée, par le recours aux chemins de fer socialisés pour le transport à longue distance tant des marchandises que des gens, et par l'électrification du transport à courte distance.
- La mise à niveau écoénergétique à consommation quasi zéro de tous les bâtiments viables en dix ans sur la base du principe « négawatt » en commençant par ceux climatisés aux énergies fossiles. Ce qui suppose de ne pas tomber dans le piège énergivore de la connectivité 5G.
- La transformation de l'agro-industrie et la foresterie commerciale en bio-agriculture et en bio-foresterie pour régénérer les sols les rendant capables de capture et séquestration naturelles de GES.

7. Nouvelles technologies et intelligence artificielle

L'exploitation des banques de données, sous l'appellation d'intelligence artificielle, a maintenant la capacité de piller gratuitement la totalité du savoir humain au bénéfice des fabricants d'algorithmes et des propriétaires de banques de données, et de traduire le résultat en discours simili humains. Cette capacité, tout en étant énergivore, renforce le pouvoir des GAFAM et compagnie. Les déboires du gouvernement du Canada face à META démontrent l'impuissance des gouvernements aussi importants que celui canadien à légiférer pour les taxer et les contrôler.

Le futur gouvernement indépendant du Québec n'ayant pas le rapport de force de celui des ÉU, de l'UE ou de la Chine, la seule alternative restante pour assurer des réseaux sociaux démocratiques et garantissant la vie privée est leur socialisation sans remettre

en cause leur ouverture au monde. Il s'agit ni plus ni moins de donner de l'ampleur au Réseau-Québec de la plateforme électorale 2022 ainsi qu'à son engagement de stockage des données personnelles hors de portée des GAFAM. Le Québec dispose d'une abondance de personnes compétentes en ce domaine mais elles sont happées par les entreprises privées à coups de faramineux rabais fiscaux et au détriment des gouvernements à la traîne en termes de services informatiques.

8. La défense et la promotion de la culture québécoise

La défense et la promotion de la culture québécoise requièrent d'abord et avant tout l'indépendance écosocialiste du Québec. Elle est à un premier niveau nécessaire pour récupérer la totalité des pouvoirs et sources fiscales d'Ottawa, dont celui en matière numérique. Plus fondamentalement, elle est indispensable pour redonner au peuple québécois la confiance en lui-même de s'autodéterminer en toute autonomie de la langue anglaise et de la culture commerciale anglo-saxonne.

9. Le vieillissement de la population

L'âgisme qui mène à la solitude et à la mise à l'écart des personnes âgées trouve sa source dans le l'accumulation capitaliste pour qui celles-ci ne sont que des « serpuariens ». La plus tragique illustration en a été l'hécatombe dans les CHSLD durant la pandémie. S'impose dans l'immédiat des réformes en particulier dans le domaine du logement à commencer par la socialisation des CHSLD privés et des RPA de même qu'une bonification de leurs budgets, et davantage de logements sociaux. Pour inciter les gens âgés à demeurer dans leur logis, solution habituellement la plus humaine et certainement la moins chère pour les budgets publics, il faut une bonification de popotes roulantes et des services de soutien et de santé à domicile. Gare à la bonification du soutien aux personnes proches aidantes sur le dos des femmes comme béquille à la pénurie de services publics.

Bloc 4 : Affaires financières

On laisse aux férus de trésorerie l'appréciation du bloc 4 tout en notant un renforcement de la centralisation qui semble cependant inévitable étant donné le professionnalisme requis par la complexité de la tâche en particulier à cause des exigences du Directeur général des élections du Québec (DGÉQ). Malgré la centralisation de la tâche, plus de ressources financières iront aux instances locales comme encouragement au financement tout en réservant un fonds central de péréquation pour le déplacement des délégations des régions éloignées aux réunions d'instances nationales. Toutefois, rien en comparaison de l'attention portée aux fonds électoraux ne semble explicitement prévu pour le financement des rares instances liées au parti de la rue, tels les réseaux militants.

10. Rapatriement des fonctions des personnes représentantes officielles et regroupement des comptes bancaires
11. Modification des statuts pour les rendre concordant à la proposition 10
12. Partage des contributions au sein du parti
13. Fonds facilitant la participation démocratique
14. Fonds électoraux

Bloc 5. : Parité

Étant donné le dramatique déséquilibre femme-homme dans la députation, ce qui serait insupportable à l'intérieur du parti, et l'incapacité du parti à présenter une candidate dans les élections partielles de Jean-Talon et auparavant de Ste-Marie-St-Jacques, s'impose la mesure d'urgence, en cas d'autres élections partielles jusqu'à la révision globale des statuts, de l'obligation de présenter une candidature femme ou non binaire.

15. Choix des candidatures dans le cas d'élection partielle d'ici au Congrès de révision des statuts

Le faire semblant d'attaquer la fondamentale crise climatique suit l'esquive du Front commun

L'ordre du jour du congrès donne l'impression de tourner autour du pot pour éviter les grands débats de l'heure tout en simulant leur prise en main. Il y a bien un bloc sur la lutte contre l'inflation mais il cible des points secondaires, si pertinents soient-ils, pour repousser dans le coin la question clef de l'indexation des salaires et autres prestations sociales au coût de la vie sans compter la revendication du rattrapage depuis la récession de 2008 et même avant. C'est pourtant au cœur non seulement des revendications du Front commun et autres employés du secteur public, plus de 10% de la force de travail du Québec, mais aussi des travailleurs de l'industrie automobile tant au Canada qu'aux ÉU. Et que dire de la crise du logement complètement oublié.

Si l'inflation est l'urgence de l'heure, la crise climat-biodiversité est celle fondamentale du XXI^e siècle. Encore là, par une autre double manœuvre, le congrès contourne le fond du sujet tout en l'abordant par la bande. D'abord, la direction parlementaire propose des points limitrophes au sujet, adaptation et énergie, en laissant tomber le noyau dur de la crise elle-même sous prétexte que la réponse a été fournie par le plan surprise non discuté et non voté des dernières élections. Un examen sérieux de ce plan et certains éléments de la plateforme, exercice jamais fait, démontrerait que la politique climatique Solidaire se démarque à peine de celle extractiviste tout-électrique de la CAQ et ne permet pas une diminution de moitié des GES d'ici dix ans.

Le tour de passe-passe Solidaire pour démontrer le contraire est de faire valoir certains points en pièces détachées tout en les utilisant pour remplir à faux le vide. Par exemple, le parti met en exergue sur son site « *un moratoire sur les nouveaux claims miniers* » (je souligne) alors que le territoire québécois en est déjà parsemé puis botte le ballon vers une future consultation, ce qui donne l'impression qu'il est contre le développement tous azimuts des mines à ciel ouvert. Il ne dit rien à propos des généreuses subventions pour les véhicules électriques sauf qu'il favorise l'installation de bornes et veut ramener à 2030 l'interdiction de la vente de seulement les véhicules à essence. Les transnationales de l'automobile et leurs alliés de la filière batterie s'en réjouiront.

Cerise sur le gâteau, Québec solidaire ne s'oppose pas à l'installation de l'usine de cellules de batteries Northvolt grâce à des subventions de 7 milliards \$, rien de moins, et sans nécessité de passer par l'évaluation environnementale du BAPE. Le porte-parole se contente de réagir, il le fallait bien, auprès des journalistes le sollicitant en émettant des doutes sur la rentabilité des subventions et sur la réduction de GES. Mais sur le site web et sur le Facebook du parti, c'est motus et bouche cousue alors que les réactions à ce projet industriel le plus important de l'histoire du Québec sont fortes et elles sont légion.

On ne pourrait souligner plus clairement à quel point Québec solidaire, après son suivisme de la CAQ lors de la pandémie, est à la remorque du Plan dit vert du gouvernement. Le parti peut bien tout faire au congrès pour soit esquiver le Front commun soit noyer le poisson de la crise climatique dans des prises de positions vaporeuses sur des sujets limitrophes. Heureusement pour sa politique de communication comptant sur des enjeux clivants afin de masquer ses déficiences stratégiques, le parti pourra de nouveau compter sur son opposition au « troisième lien » que la CAQ a ressuscité des morts après sa défaite cinglante dans la circonscription de Jean-Talon de la Ville de Québec. Il suffit de consulter le Facebook du parti pour le constater.

Marc Bonhomme, 14 octobre 2023

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca